

Coopération européenne dans le domaine de l'électricité : une nécessité

Aujourd'hui, sans électricité, presque plus rien ne fonctionne. L'électricité doit être disponible partout, et en permanence. Malgré l'utilisation croissante d'appareils et d'ampoules économiques, la consommation d'électricité augmentera en Suisse. La demande a pu être couverte jusqu'ici grâce au raccordement de nos réseaux aux réseaux internationaux. Le blocage de la politique européenne empêche de conclure un accord sur l'électricité avec l'UE. Or, sans un tel accord, la Suisse pourrait connaître des difficultés d'approvisionnement. Il est urgent d'agir.

En 1958, les réseaux électriques allemand, français et suisse sont raccordés pour donner naissance à un réseau européen ; on parle alors de l'étoile de Laufenbourg (AG). La Suisse est co-fondatrice du plus grand réseau électrique au monde de l'époque et y est encore intégrée physiquement. En témoignent les 41 lignes qui nous lient étroitement à nos voisins. Les lacs de barrage suisses sont des réserves d'énergie importantes pour toute l'Europe. Situé au cœur du continent, notre pays est une plaque tournante pour l'électricité et donc, un pays de transit important.

L'approvisionnement en électricité de la Suisse est assuré principalement grâce aux énergies hydraulique et nucléaire. Mais sur les 20 derniers hivers, la Suisse a été dix-sept fois importatrice nette d'électricité, car la production des centrales hydroélectriques est fortement restreinte à cette période. L'hiver, elle continuera de dépendre des importations en provenance de l'UE. Selon des estimations de l'Office fédéral de l'énergie, les volumes importés s'élèveront à six ou sept térawattheures en 2035, selon le scénario le plus optimiste. À titre de comparaison, cela représente plus du double de la consommation d'un canton comme Genève.

Les tendances sont à une hausse de la demande

Avec la décarbonation et les efforts déployés pour parvenir à une société « zéro émission nette », l'électrification d'un grand nombre de domaines progresse à grands pas. Dans la mobilité, par exemple, des moteurs à combustion sont remplacés par des moteurs électriques. En outre, plus le temps passe, plus les chauffages à énergies fossiles disparaissent dans les logements pour laisser la place, souvent, à des pompes à chaleur. Cette électrification de la société entraîne inévitablement une hausse des besoins en électricité. Cette tendance n'est toutefois pas propre à la Suisse, elle est observée dans toute l'Europe.

Parallèlement, l'abandon à moyen terme de l'énergie nucléaire implique la disparition d'un tiers environ de la production nationale, qui doit être remplacée par des énergies renouvelables. Cela est particulièrement difficile pendant le semestre d'hiver, de sorte que la dépendance de la Suisse à l'égard des importations ne cesse de croître. Par ailleurs, les capacités de production (centrales nucléaires et à charbon) baissent en Europe. Dans l'éventualité de difficultés d'approvisionnement, on peut partir du principe que les membres de l'UE seraient d'abord solidaires les uns avec les autres et que la Suisse, qui est actuellement un État tiers, serait prise en considération ensuite seulement.

Coopérer avec l'UE, plus important que jamais

L'abandon par le Conseil fédéral des négociations sur l'accord-cadre institutionnel a éloigné la perspective d'un accord sur l'électricité avec l'UE. Au vu de la situation, un tel accord serait pourtant urgent. En effet, l'UE ne cesse de développer son marché de l'électricité. D'ici à 2025, les États membres devront ainsi réserver 70 % au moins de leurs capacités de transport transfrontalières aux échanges au sein de l'UE. Les échanges entre les États de l'UE sont donc voués à augmenter, ce qui pourrait se traduire par la survenue de davantage de flux électriques imprévus à travers la Suisse. Il faut aussi s'attendre à ce que les pays de l'UE exportent moins d'électricité vers la Suisse afin de pouvoir respecter le quota de 70 %. Dans le pire des cas, la Suisse connaîtra, à partir de 2025, des pénuries d'électricité temporaires, occasionnant des coûts économiques colossaux.

Sans accord sur l'électricité, la Suisse n'est pas membre à part entière du marché intérieur européen et reste dans l'incertitude. Une solution doit être trouvée rapidement pour les relations avec l'UE.

Une étude de l'Office fédéral de l'énergie parue en 2021 montre les conséquences d'une absence de coopération avec l'UE. Elle estime, sur la base de trois scénarios, qu'une sécurité d'approvisionnement stable ne peut être atteinte que par des accords de droit privé, des accords techniques ou un accord sur l'électricité.

	S1 Aucune coopération	S2 (variante a+b) Coopération technique		S3 Accord sur l'électricité
QUANTITATIF				
Effets sur la prospérité (plus-value économique)	-150 millions EUR	-10 millions EUR	+136 millions EUR	+150 millions EUR
Sécurité de l'approvisionnement en 2025	Pas assurée en situation extrême	Assurée		Assurée
QUALITATIF				
Sécurité opérationnelle de l'exploitation du réseau	Mise en danger en situation extrême	Garantie moyennant des charges élevées		Garantie
Accès des sociétés suisses aux marchés de l'électricité voisins	Fortement limité	Possible moyennant des charges élevées		Possible

Source : Office fédéral de l'énergie 2021

Il faut prendre des mesures rapidement

En décembre 2021, la Suisse a signé une déclaration d'intention avec six pays européens (Belgique, Allemagne, France, Luxembourg, Pays-Bas et Autriche) sur la prévention des crises dans le secteur électrique. Cela est positif mais ne remplace pas un accord d'accès au marché ni n'assure la sécurité de l'approvisionnement électrique. Pour avoir une telle garantie, la Suisse doit en priorité conclure des accords techniques de droit privé avec les exploitants de réseau de l'UE et prendre des mesures techniques à l'échelle nationale. Mais sans accord sur l'électricité, la Suisse reste un pays tiers avec un accès très limité au marché intérieur européen et son approvisionnement demeure incertain. Une solution doit être trouvée rapidement pour les relations avec l'UE en ce qui concerne l'électricité.

Faire cavalier seul n'est pas une solution !

Prenez part, vous aussi, à notre campagne :

www.ouverte+souveraine.ch